

COMPTE RENDU DE LA PLÉNIÈRE

11 & 12 mars 2020

Le Viel Audon, Balazuc (07)

Présent.es

Matina Deligianni	Bureau, présidente de Cotravaux	(Solidarités Jeunesses)
Stéphane Victorion	Bureau, membre	(CORAC – CJPCA))
Marco Paoli	Bureau, Trésorier	(Concordia)
Olivier Lenoir	Bureau, membre	(Union REMPART)
Elise Guilloton	CORAC	
Guillaume Masclef	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Randa Ardesca)
Marie Simon	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Le Mat)
Nils Guyot	Cotravaux Nouvelle Aquitaine	(SJ, Sem&Vol)
Luc Lenormand	Cotravaux Ile de France	(SJ, Vir'Volt)
Géraldine Alfred	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Concordia)
Antoine Voisin	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Association RESTe !)
Pauline Lorek	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Études et Chantiers / Caciaura)
Chantal Savignac Serres	Cotravaux Occitanie	(Le Bastidou- REMPART Occitanie)
Maria et Hélène	Association des Jeunes de Chantier du Viel Audon	

Excusé.e.s

Guillemette Champ	Cotravaux Pays de la Loire	(Concordia Normandie Maine)
Emilie Karponiez	Service Civil International	
Morgane Ferdinand	Jeunesse et reconstruction Rhône Alpes	
Marie-Christine Abiska	Jeunesse et Reconstruction	

Équipe de Cotravaux :

Véronique Busson	Mission Volontariats
Simon Demarest	Mission Observo – communication
Françoise Doré	Déléguée Nationale

Présentation des participants

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est accepté en aménageant :

- une visite avec « les Jeunes en Chantiers (AJC) » du Vieil Audon pour une présentation de leurs chantiers de bénévoles (fin de journée) et l'autre du projet de l'Association Le Mat/ Le Vieil Audon (12 matin).
- Un temps de convivialité pour rencontrer un groupe en formation « permaculture »

2. ADOPTION DE COMPTE-RENDU

Le compte rendu de la plénière du 2 décembre est adopté.

3. ETAT DES LIEUX DES REGIONS

Point des situations régionales à partir des :

- ✓ Bilans, perspectives 2020
- ✓ Partenariats et organisation des services en région

□ Auvergne Rhône Alpes

Concertation de bilan en janvier, « co-préparée » et animée par Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes et la DRJSCS. Présence de quelques DDCS (mais peu et plutôt mobilisées sur le SNU...), de la DREAL (qui a beaucoup cité le SNU), de la DRAC. Pas de conseils départementaux, ni le conseil régional.

D'emblée, une baisse de 20% des financements a été annoncée. La Conseillère technique et pédagogique de la DRJSCS a insisté sur la dynamique de réseau et présenté un **argumentaire pertinent** pour défendre les chantiers. Finalement, la baisse pourrait être moindre (3 à 4000€ en moins). Cependant elle pourrait grever la part de subvention allant au fonctionnement de Cotravaux Auvergne Rhône-Alpes.

Prévisions de 2 concertations de programmations : en mai à Clermont et l'autre à Valence.

Pas de retour sur la réforme et l'organisation des services pour juin.¹

Après le départ en retraite de Régine Magnat, c'est Stéphane Bombrun qui prendra le relai. Pas de visibilité sur les budgets à venir

□ Occitanie

Concertation le 5 décembre, en visio : Montpellier (DRJSCS, directeur et CEPJ) et Toulouse (Conseil régional). Même nombre de chantiers en 2020 qu'en 2019.

La DRJSCS a annoncé une baisse de -20%, puis finalement elle sera de -7% sur les financements aux chantiers (-20% sur la mobilité car la CEPJ est très impliquée sur ce sujet).

La DRJSCS a présenté de nouveaux critères d'attribution concernant la participation de jeunes locaux et jeunes avec moins d'opportunités, sans avoir associé les associations à cette réflexion.

Réactions :

En général, on pose des critères pour gérer des « pénuries » de moyens....

→ Demander à Régine Magnat (AURA) son argumentaire « de fonctionnaire » pour plaider la cause des chantiers. Idem, du côté de Pays de la Loire où Hélène Batard a fait un travail de conviction au sein de son administration.

→ Nécessité que les associations d'Occitanie portent une voix commune.

→ Voir si les associations peuvent présenter des arguments face au choix de ces critères.

Passer commande à Observo de faire une étude qui étaye ce qui existe : participation des jeunes locaux, leur mobilisation dans leur territoire ou d'autres régions, leur « mobilité » vers d'autres pays.

Le Conseil Régional reconduit son soutien financier avec les mêmes règles : montant forfaitaire / chantier.

Les montants de la DRAC ne sont pas encore connus ... mais que sur monuments inscrits ou classés.

La DREAL a disparu il y a 10 ans.

Pas de subvention pour le fonctionnement de Cotravaux Occitanie.

NB : La CEPJ de la DRJSC a signé la pétition syndicale contre le SNU.

¹ Réforme de l'organisation de l'État repoussée de juin 2020 au 1^{er} janvier 2021.

□ Grand Est

Françoise Doré s'est rendue à Nancy à un temps de concertation à l'initiative de la DRJSCS (correspondante en charge des relations internationales). Elle réunissait les associations de chantiers agissant dans la région (Repart Grand Est, Études et Chantiers - Engagement civique, Service Civil International), le Chef du pôle Histoire et Patrimoine du Conseil régional.

Ce temps de concertation commune n'avait pas eu lieu depuis longtemps (dialogues existant en bilatéral entre une administration et une association).

Le soutien de la DRJSCS ne va pas au chantier mais aux « têtes de réseau » pour l'ensemble de leurs actions. Le pôle du Conseil régional connaît bien sûr les actions de REMPART et est très mobilisé sur leurs chantiers. La réunion a permis des bons échanges et même des conseils, une meilleure connaissance des projets de chacun, de la programmation prévue en 2020. Les associations gagneraient à mieux travailler ensemble pour valoriser toutes les dimensions de leurs actions : techniques, formations, éducatives, etc.

□ Ile de France

2 concertations par an. La prochaine se tiendra le 19 mars. Comme dans d'autres régions (Hauts de France, Normandie, ...) la DRJSCS IDF pratique l'« appel à projets » et les associations y répondent en présentant leurs actions.

✓ En 2019, les associations avaient réagi aux critères imposés par l'administration avec des quotas équilibrés pour les participants : % de jeunes franciliens / % de jeunes en QPV / % de jeunes internationaux. Si la recherche de mixité des genres et des profils est le souhait de tous, ces ratios n'avaient pas de sens (pourquoi que QPV... quid des jeunes ruraux ?) ; de plus, ils pouvaient rendre impossibles la tenue du chantier (et en priver des jeunes !).

✓ En 2020, plus de quotas, mais un autre durcissement : pas de présence de mineurs et de majeurs sur un chantier (ou dans un groupe), sauf les majeurs des équipes d'encadrants déclarés pour des séjours avec des mineurs.

La DRJSCS se préoccupe du « vide juridique » sur les mineurs accueillis sous le seuil imposé de déclaration en « Accueil Collectif de Mineurs ».

- ➔ Il faudrait reprendre la **charte des chantiers de bénévoles sur laquelle s'adosse le séjour spécifique celui-ci peut accueillir des majeurs et des mineurs, c'est écrit** (a contrario du séjour de vacances qui n'accueille que des mineurs). Ce texte a été validé en 2008 par l'administration (DJEPVA).
- ➔ Autres argumentaires : que les associations montrent aux administrations leurs démarches et procédures de formation, recrutement, etc., mises en place ; le sens et la pédagogie des chantiers (mixité, vivre ensemble).

Marie Simon, Le Mat / Viel Audon (Auvergne-Rhône Alpes), témoigne que ce sujet est assez récurrent et a valu quelques complications il y a une dizaine d'années. (Avait d'ailleurs suivi une formation avec le Planning Familial pour faire face à ces difficultés).

Appels à projets

L'appel à projets transforme la nature des relations et la demande (subvention). Elle induit une certaine « normalisation » des actions.

- ➔ Il y aurait lieu de réagir à cette pratique.

La DRAC est en légère baisse et a supprimé la ligne budgétaire antérieure et utilise maintenant celles des pratiques culturelles et artistiques.

La DRIEE ne finance plus les chantiers, mais pourrait financer des actions de Cotravaux IDF. La DRIEE travaille avec les associations environnementales (LPO², École et Nature...), et il serait peut-être intéressant pour les associations de Cotravaux de se rapprocher d'elles, de leurs réseaux ?

² Ligue de Protection des Oiseaux

▣ Provence Alpes Côte d'Azur

La CORAC s'est créée il y a 31 ans grâce à l'élaboration d'un plan État – Région axe jeunesse). Il serait pertinent de réinscrire les chantiers dans les plans en cours d'élaboration...

4 concertations plutôt pilotées par la DRAC (à la suite de la défaillance de la DRJSCS) et la CORAC. La CORAC centralise les retours des financeurs pour aide aux arbitrages internes au sein du réseau.

Il n'y a pas de critères présentés par chaque financeur.

DRJSCS : le référent n'était pas présent aux 2 dernières concertations. La réorganisation des services en DRAJES va changer encore les interlocuteurs. Quasi-maintien de l'enveloppe (mais une partie est destinée aux associations qui s'engagent dans le SNU).

DRAC finance par les crédits MH des actions sur le patrimoine qui peut être du petit patrimoine rural non protégé (PRNP). Que se passera-t-il quand la personne de la DRAC partira ?

DREAL : changement du chef de service et demande de le rencontrer. Soutient les têtes de réseau.

Collectivités :

- La région maintient son enveloppe. Recommandation aux associations d'annoncer au plus tôt de possibles annulations afin que les subventions puissent être redistribuées sur d'autres chantiers et ne soient pas perdues.
- Conseils départementaux : seuls les départements du Vaucluse et des Hautes Alpes soutiennent en 2020 (plus les Bouches du Rhône). Il faudrait se mobiliser à nouveau pour intéresser les autres départements.
- Attente du second tour des élections dans plusieurs municipalités.

▣ Nouvelle aquitaine

Prochaine concertation le 19 avril. La dernière concertation en décembre se tenait dans locaux de la DRAC pour les mobiliser, mais cela n'a pas marché : il y a toujours 3 services correspondant aux 3 anciennes régions.

- Présence de représentants de l'Éducation Nationale aux concertations (projet « architecte de ton établissement »)
- L'interlocuteur de la PJJ³ a été muté. Les places qui leur étaient réservées seront destinées à l'AEMO⁴.

Forte implication de la DRJSCS et du Conseil régional : animation du réseau, concertation...

Mêmes financements attendus en 2020.

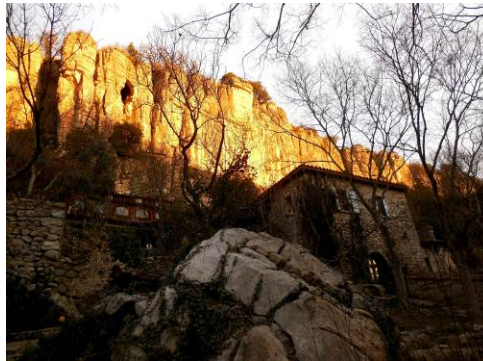
DREAL baisse par rapport à 2019. Les associations de chantiers répondent au même appel à projet que la LPO... Globalement les moyens de la DREAL sont maigres et parviennent difficilement à soutenir les associations qui entretiennent les rivières.

³ Protection judiciaire de la jeunesse

⁴ Action Éducative en Milieu Ouvert

Visites du Hameau du Viel Audon (Balazuc, Ardèche)

Reconstruit depuis près de 40 ans par les chantiers de bénévoles



➤ Les chantiers de jeunes bénévoles

Mis en place par l'association créée et entièrement gérée par les jeunes (17 – 25 ans) : AJC, association des jeunes de chantier du Viel Audon qui organise chaque été des chantiers avec des groupes allant jusqu'à 80 jeunes.

Taille de pierres, terrasses en pierre sèche, restauration de bâtis dans le hameau, ...



➤ Association Le Mat Ardèche

Lieu avec des activités multiples qui coopèrent : centre d'accueil et gîte d'étape, centre de formation (pluriactivités, économies d'énergies, productions agricoles, ...), ferme en polyculture -élevage, BAFA chantier. Très impliquées sur les questions de transition écologique et sociale (CTE), alimentation agriculture et environnement, EDD, parcours ESS.

Démarche de l'association : travailler pour essaimer sur les territoires, partager ses savoirs et expertise.

Investie dans les réseaux ardéchois et de la région : Graine, Pétale 07, AJR (Programme Ardèche, Jeunesse, Innovation, Ruralité), Sortir ! (École et Nature), ...

Montrer ce que la pédagogie chantier apporte dans les autres réseaux ardéchois : le faire ensemble, « pour de vrai », l'engagement, l'utilité sociale et environnementale, ...



4. FONCTIONNEMENT DES RÉGIONS

4.1 Outils utilisés / Wiki

Historique de la mise en place du Wiki en Auvergne Rhône Alpes.

- travailler ensemble dans le contexte de la grande région « AURA » avec de nouveaux outils ;
- gérer des dossiers à distance ; relecture de documents à plusieurs ;
- se connecter entre nord et sud de la Grande région, avec tous les départements (dont l'Ardèche) ;
- disposer de ressources partagées ;
- gérer plusieurs des activités : exemple un stage à au sein du réseau Pétale 07⁵

À la suite d'une rencontre avec les formateurs d'Animacoop⁶, une formation sur mesure a été réalisée pour Pétale 07 avec Louise Didier : documents partagés, réunions zoom, espace de travail collaboratif. Cela a permis de tester des outils libres, accessibles à tous, facteur de collaboration entre associations et institutions

Le Wiki n'est pas seulement un outil de travail : c'est aussi s'interroger sur le fonctionnement désiré, réfléchir à ce que l'on veut faire et la manière de le faire ensemble.

- Penser son fonctionnement en pensant la structuration : s'approprier, se former, structurer et décider de son fonctionnement ensemble, tester le travail à distance de manière accompagnée,
- Articuler le travail du collectif régional avec le réseau national ... et les autres régions.

En 2018 : 1^{ère} Formation-action : 2 temps en présentiel et 2 temps à distance. Objectifs :

- Apprendre à partager ;
- Restreindre les accès : pas d'espace pour les institutions et partenaires ;
- S'approprier les outils et savoir ce que l'on peut faire avec ;
- Voir les liens possibles à faire entre les régions et avec le national ; volonté d'harmonisation ou d'optimisation nationale ;

En 2019 : 2^{ème} formation :

- Vérification des besoins, la pertinence et l'accessibilité des outils pour tous ; accepter des rythmes différents des uns et des autres ;
- Réorganisation des espaces : vie associative + espace interne réservé aux administrateurs ;
- Communication et partage des ressources ;
- Cartographie des acteurs ;
- RGPD ;
- Mise en place d'une arborescence : choix, décisions, expérimentations.

Mettre sur pied ces formations a été possible par l'acceptation d'un dossier FDVA – formations, puis par un autre « actions innovantes ». L'idée était celle d'une formation-action : s'appuyer sur la création du wiki pour se former au wiki ; plus, organiser l'AG pour continuer la formation à partir de cas pratiques.

Conclusions 2019

- Formations à refaire régulièrement pour que les nouveaux se réapproprient les outils avec l'accompagnement de Louise : wiki, zoom, pad, codes... prévoir un RDV annuel avec Louise ;
- Organiser les espaces ouverts ou fermés : Qu'est-ce qu'on donne à voir aux institutions, aux partenaires, aux porteurs de projets (accès à des pages, des documents) ;
- Organiser le lien national et régions, optimiser, donner de la visibilité.

⁵ Collectif ardéchois d'Éducation à l'environnement et au développement durable

⁶ Formation à l'animation de projets collaboratifs

Comment le Wiki peut être utile dans d'autres régions ?

- Quels seraient les besoins et freins ? Questionnements, risques, préoccupations ?

Cotravaux IDF : utilise un drive. Intéressé par le wiki, mais il manque un accompagnement.

Nouvelle Aquitaine : utilise un drive, boîte mail commune. Mais besoin d'aller plus loin vu la taille de la région. Aurait besoin d'un coup de pouce pour se lancer et d'un accompagnement.

Forte demande de la DRJS d'aller sur le réseau **RESANA**⁷ pour stocker les informations, les données et les comptes-rendus de concertation, des dossiers lourds, ...

L'intérêt du Wiki est d'en faire un outil au service de la vie associative de Cotravaux NA. Intérêt aussi pour la cartographie, les localisations d'actions, qui pourrait être plus facilement actualisée chaque année.

NB : en Aquitaine, une brochure va sortir et être mise en ligne.

PACA : refonte du site Internet en cours. La CORAC centralise et cartographie tous les chantiers avec une présentation pour chaque association et un descriptif du chantier.

C'est une vitrine qui permet aussi de cibler les communes et les intercommunalités et s'adresser à des associations qui pourraient organiser un chantier.

Élise, salariée de la CORAC fait le travail de centralisation et de mise à jour du site. Elle a suivi une formation sur le wiki pour que chacun participe et que le wiki soit le support de coopération entre associations éloignées dans le territoire et ayant des rythmes de travail différents.

Cotravaux national : l'idée serait que le Wiki qui a été créé se substitue à terme à l'espace membres du site Internet. Le Wiki est pensé comme un espace de ressources et de stockage des informations : agenda, documents de préparation aux réunions, dossiers thématiques, ...

- Un Wiki spécial « Observo » existe : il est en accès public et remplace le site précédent.
- Les wiki régionaux ont été créés et des espaces permettraient déjà d'y travailler ;

Simon Demarest a suivi une formation sur le wiki avec Animacoop entre octobre et décembre 2019.

Perspectives :

- Il faudrait faire des liens entre les ressources du wiki national et les "petits et grands débats" des régions (i.e. wiki AURA)
- Organiser une rencontre nationale (formation – action) autour du wiki à destination des autres régions avec l'intervention de personnes d'Auvergne-Rhône-Alpes.

4.2 Présentation du réseau, du collectif régional, des actions (temps en ateliers)

Que cherche-t-on à mettre en avant ? Comment le fait-on ? Avec quels outils ?

Retour des ateliers

G 1

- Les études faites par les associations sur **les impacts des actions** ne sont pas connues ou pas réappropriées par les autres. Idem pour les études statistiques (nbre de jeunes d'une région, d'un département qui partent ou restent...). Les études peuvent permettre de démontrer, construire des argumentaires : le chantier n'est pas juste un loisir mais un engagement, avec des impacts sur le territoire ; il facilite l'insertion, lève des freins, etc.
 - ☞ Faire des synthèses, des fiches de lecture..., pour que chacun puisse y puiser en veillant de ne pas en faire un fourre-tout .

⁷ RESANA est une plateforme collaborative destinée aux agents de l'État. Elle leur offre un espace numérique complet pour faciliter le stockage, le partage et la coédition de documents, mais aussi le travail en équipe, y compris en mobilité.

- Nécessité de créer des **temps d'appropriation** (plénières ?), des temps partagés sur des sites où les associations ont leur projet pour mieux se connaître et donner des inspirations.
- Resituer l'**écosystème** dans lequel se trouve le chantier, croiser nos réflexions et nos argumentaires pour avoir du répondant. Les associations produisent, coordonnent, font des liens. Élargir la vision « dispositif » des chantiers de bénévoles pour montrer comment ils prennent place dans les transformations de la société.
 - ☞ Réussir à traduire les richesses, les processus qu'on met en place, les évaluations, les adaptations...
 - ☞ Revendiquer nos différentes organisations, méthodes, supports, nos diversités comme un tout.
 - ☞ Chercher le croisement entre nos argumentaires et les politiques publiques qui changent tous les 5 ans... sans perdre notre essence

G 2

Comment présenter le réseau aux institutions / les administrations ?

- Il faut continuellement les amener sur nos terrains car les techniciens, les élus, bougent et changent de territoire : leur montrer nos actions ;
- Les institutionnels : ne rien attendre d'eux mais ne pas les exclure, ils n'auront pas le choix pour mettre en place la transition, les changements de pratiques
- **Qualité des projets** : montrer que les valeurs d'origine gardent leur pertinence pour répondre à de nouveaux besoins de société. Garder la cohérence entre le sens donné aux actions de chantiers après la Première guerre et maintenant ;
 - ☞ Sécurité ; encadrement et montée en compétences, savoir-faire ;
- **Retrouver la capacité d'expérimenter**, d'inventer, d'être à l'avant-garde ;
- S'inspirer d'expériences existantes pour aider d'autres administrations régionales à innover : exemple le Conseil Régional de Normandie (département jeunesse) qui veut mettre en place une bourse pour la mobilité via les chantiers.
- Demeurer un **espace d'expérimentation pour réinventer le monde** : transition (c'est faire autrement dans la relation aux autres), environnement (territoire, climat, agriculture, ...), au travail, à moi-même (santé, alimentation, rapports filles-garçons ...)
 - ☞ Sites qui revivent : rentrer dans les interstices des territoires ;
 - ☞ Force collective à montrer. Elle permet l'intégration de jeunes en difficulté ;
 - ☞ Liens à l'environnement local, le faire vivre ;
 - ☞ Lien avec le monde de la santé : mieux être, mieux vivre, meilleure prise en compte de soi dans l'environnement ;
 - ☞ Rendre acteur et force de propositions : impact des chantiers dans les quartiers : permettre à des jeunes de passer de la protestation à l'action ;

G 3

Être en réseau :

- Permet une montée en compétences : circulation des informations, nouvelles connaissances, diversité des échanges ;
- Permet de prendre l'habitude de discuter ensemble ;
- Se former : pour « faire réseau », faire ensemble, accompagner et restituer pour renforcer le réseau.

Face aux institutions :

- **Mettre en avant la pluralité**, la pédagogie (éducation populaire), d'autres rapports au travail, la transmission
- Les institutions représentent une force à mobiliser ; il faut continuer à les impliquer et ensemble construire des outils qui facilitent les rencontres, connaissances (pouvoir témoigner en visio car l'outil permet aussi des formes différentes d'implication. Chercher des interlocuteurs réceptifs.

- Se retrouver autour d'une formation-action pour illustrer nos projets, nos actions auprès de nos partenaires avec un module de déconstruction de la langue de bois ;
- Faire parler des chantiers dans les espaces décisionnels, de la pédagogie chantier, des valeurs. Investir ces espaces décisionnels, se répartir notre présence pour parler en tant que réseau d'acteurs (avec même un représentant national).

4.3. Affirmations - orientations

- ☞ Organiser des formations nationales, entre autres autour du wiki.
- ☞ Avoir la capacité de représentation : élargir les mandats en motivant les personnes / en les accompagnant dans leur mandat/ en restituant.
- ☞ Être multicarte : s'y préparer et créer des animations et supports adaptés.
- ☞ Déplacer les institutionnels sur le terrain des actions sans mettre en scène un évènement uniquement pour eux (les faire participer)
- ☞ Multiplier les temps d'interconnaissances : rencontres, formations, congrès.

5. MISSIONS NATIONALES

5.1 OBSERVO

Point sur la collecte des données statistiques 2019.

Se rappeler que la collecte concerne les chantiers de bénévoles, les volontariats et **d'autres actions** avec le chantier comme support pédagogique.

La collecte permet par des questionnaires distincts de recueillir les infos :

- Sur les chantiers : ce ne sont pas que les chantiers de bénévoles financés en concertations
- Sur les autres actions : elles concernent des chantiers de plus courte durée avec des bénévoles (journée, week-end par exemple), ou celles avec un objectif spécifique : i.e. sessions de découverte du chantier, ...

➔ À réfléchir l'intérêt de mettre en avant les « autres actions » qui ne doivent pas devenir un mêle-tout.

Le Mat pourrait renseigner d'autres actions : journées de chantiers de courtes durées, chantiers- formations, chantiers -vie associative (embellissements dans le hameau, cabanes dans le jardin pédagogique, etc.,) chantiers réalisés avec des bénévoles, des scolaires, des familles...

5.2. VOLONTARIATS

Données statistiques : Côté des volontariats plus longs, les données recueillies sont celles des associations nationales. Difficile d'obtenir les informations des associations membres des collectifs régionaux, comme PACA, AURA. Pourtant des associations de Cotravaux Auvergne-Rhône Alpes ont accueilli des volontaires en service civique en 2019 :

- Le Mat : 2 volontaires
- Randa Ardesca : 3 volontaires

➔ Les intégrer à la prochaine collecte pour 2020.

Actualités du service civique :

- Au niveau national, l'Agence a demandé aux associations de réduire les durées des contrats : durée de 6,3 mois jusqu'en août 2020 et de 7,2 après, et de repousser la majorité des accueils (70%) en fin d'année 2020 ! Tollé dans les associations. La plateforme inter associative du service civique a eu une rencontre avec le Secrétaire d'État à la jeunesse et la présidente de l'Agence pour essayer d'infléchir : ce rendez-vous politique n'a pas abouti à un changement. Occasion d'exprimer humeur et incompréhension de telles mesures l'année des 10 ans du service civique⁸
- Les consignes ne sont pas les mêmes suivant les départements et régions.
| → Faire remonter les infos sur les politiques régionales
- Le réseau national n'a plus la même capacité d'accueil de service civique (volontaires à Cotravail - Paris, dans les associations régionales et en intermédiation), après les ajustements faits (de 15 à 4) sur les postes réellement occupés (seulement Ile de France).

Étude sur les anciens volontaires (toutes formes de volontariats d'au moins 6 mois, depuis 2010, français et étrangers) : 435 réponses

Qu'est devenue leur vie après le service civique ?

L'étude a été rédigée par Jonas Jaccard, en stage sur cette enquête pendant 6 mois.

Il reste à faire un travail plus "politique" avant une diffusion large.

NB : pour Le Mat, marie, les études nationales sont intéressantes à réinjecter au niveau local via la MAVA (Ardèche) pour donner des idées sur des études plus locales.

Service National Universel

Cotravail est resté en veille sur le SNU et a fait circuler des informations : communiqués, évaluation faite par l'INJEP sur les premiers séjours de cohésion en 2019 (cf. Wiki).

Des réactions se sont exprimées : associations de jeunes, associations pacifistes (MAN, Union des Pacifistes de France, ...), personnels de l'administration (inspecteurs de jeunesse et sports, CEPJ). Expressions contre le SNU ou ses modalités : positions argumentées sur les contenus pédagogiques, sa mise en œuvre...

- ✓ Cotravail a rencontré la mission de préfiguration du SNU (MPSNU). Il ne s'agissait pas de faire état d'une position commune du réseau (il n'y en a pas), mais de questions pratiques concernant les missions d'intérêt général (MIG) qui se tiennent après le séjour de cohésion : quels financements pour des coûts de déplacements, d'inscription à un chantier par exemple ?⁹
- ✓ REMPART a rencontré aussi la MPSNU pour exprimer son souhait d'être partie prenante (et ne pas laisser aux « uniformes » le soin de donner la définition de l'engagement) :
 - Pendant le séjour de cohésion : pour présenter le sens de l'engagement tel les associations d'éducation populaire le voit, les actions de patrimoine ;
 - Pendant les MIG, pour voir quelles conditions pratiques et prises en charge sont possibles.
Réponse : pas de financements dédiés aux missions. Les moyens financiers vont aux séjours de cohésion (en internat : hébergement, restauration, mobilité des jeunes, uniformes, encadrants...).

Proposition : pas de sous, mais reconnaître le chantier de REMPART (association agréée Jeunesse éducation populaire) comme MIG pour le jeune qui s'engage dans le SNU.

⁸ 10 ans du Service civique et 100 ans des chantiers !!

⁹ Les MIG ont été imaginées se dérouler à proximité du lieu de résidence du jeune, même en discontinu. Donc pas besoin de financer.

Discussion :

Les débats ont eu lieu : contre l'obligation, l'intérêt des jeunes, les problèmes de fond de l'éducation nationale qui rejaillissent dans le projet de SNU, ... L'État réinvente en moins bien ce qui existe au lieu de le financer (ou veut instrumentaliser... contrôle ?)

Est-il possible d'inventer la 3^e voix ?

Face à l'obligation, comment se positionner par rapport aux politiques : on y va ou pas, pourquoi ? comment ? à quelle(s) condition(s) ?

Doit-on laisser faire sans s'engager ? Ou s'en mêler dans l'intérêt des jeunes et amener nos conditions ?

Quelles sont les marges de manœuvre ?

Cette situation agit de façon clivante dans les collectifs et en région. Les questions demeurent pour faire face aux sollicitations directes des administrations : DDCSPP qui disent en Ardèche « *on ne sait pas faire, aidez-nous* », tout en étant personnellement contre (levée de drapeau, uniforme, obligation...)

Aujourd'hui, les Missions sont validées par le préfet du département : il peut affecter le jeune autoritairement dans son département de résidence (le jeune peut-il refuser ?) ... mais possible aussi de valider une mission après coup, sans avoir été affecté au préalable.

Il ne s'agit pas de labelliser tous les chantiers comme MIG, mais d'ouvrir la possibilité aux jeunes de cocher la case « intérêt général SNU ». Il y aura des difficultés à trouver des structures pour l'engagement...

Conclusion :

Établir un argumentaire pour le prochain Conseil d'administration sur les raisons d'y aller ou de ne pas y aller.

Fin de la plénière